



Le Magnan Libéré

Hebdomadaire Togolais Satirique d'Informations et d'Analyses

N°582 du Mercredi 16 décembre 2020 - 14^{ème} année - Prix: 250 FCFA

DÉCENTRALISATION AU TOGO

Comprendre les élections régionales

#3



Tout sur la rencontre entre le ministre Payadowa Boukpassi et les partis politiques

Le gouvernement togolais veut organiser des élections régionales en 2021. Le ministre en charge de l'administration territoriale, Payadowa Boukpassi a rencontré lundi les acteurs politiques du pouvoir comme de l'opposition. Objectif, recueillir leurs avis sur l'organisa-

tion de ces élections. Si les discussions ont eu lieu, malgré le boycott du Parti national panafricain (PNP) et des partis membres de la Dynamique Mgr Kpodzro (DMK), on note qu'une question autre que celle de l'élection s'est invitée aux débats.

NATIONAL

SYSTÈME SÉCURITAIRE

Général Yark: « ...En 2021, l'ensemble du pays sera quadrillé »

#6



ECONOMIE

LA QUINZAINE COMMERCIALE S'OUVRE AUJOURD'HUI

Seulement 64 stands seront ouverts

#2

La grande quinzaîne commerciale de Lomé aura lieu cette année, malgré la pandémie Covid-19. L'information a été donnée le jeudi 10 décembre 2020 par le Président de la Chambre du Commerce et d'industrie du Togo (CCIT), Germain Meba, au cours d'une conférence de presse. Seulement 64 stands seront ouverts aux visiteurs en présentiel contrairement aux 220 stands l'année dernière et le e-commerce sera privilégié...

SPORTS / CONGRÈS ÉLECTIF:

Germain Wona : un ambitieux projet pour redynamiser le CNO-Togo

André Goungou, Président de la FNB-Togo : « Monsieur Wona Germain est une personne posée, calme, effacée mais un homme d'action »



Le carnet

La boucle bouclée !

Eh oui ! L'Afrique de l'Ouest vient de boucler la période des élections pour cette année 2020. Une année toute particulière empreinte d'une crise sanitaire à la Covid 19. En effet, commencées au Togo en début d'année, le 22 février 2020 plus précisément, les élections se sont poursuivies dans d'autres pays de la sous-région. Le Togo a ouvert le bal. Ainsi le cycle a commencé et s'est poursuivi avec la Guinée Conakry, la Côte d'Ivoire puis pour boucler la boucle, le Ghana est arrivé en décembre à organiser ses élections cumulées présidentielle et législatives. Tout c'était bien déroulé avec la réélection des présidents sortants. Au niveau de l'Afrique francophone, les élections se sont déroulées dans des conditions de violences caractérisées par des morts. A part le Togo qui n'a pas connu de morts pour ces élections de cette année 2020, en Côte d'Ivoire et en Guinée, ça a été plus catastrophique. Les violences étaient à leur paroxysme. Beaucoup de morts et des blessés ont été enregistrés durant les périodes post et pré-électorales. La raison est que dans ces deux pays, une frange des populations de ces deux pays et leur opposition étaient contre le 3ème mandat de Alpha Condé et Allasane Ouattara. Des fronts se sont organisés pour empêcher le fait des modifications des constitutions dans ces deux pays qui permettent aux deux présidents de briguer un 3ème mandat. L'opposition avait menacé de s'organiser pour empêcher les élections de se tenir. Mais peine perdue. A la fin les présidents Ouattara et Kondé ont été élus pour leur 3ème mandat. Tous ceux qui ont tenté de contester ces élections ont connu des fortunes diverses. Pour le cas du Togo, bien qu'il n'y ait pas violence comme dans les autres pays, un candidat indélicat arrivé en 2ème position, et qui a tenté de défier l'autorité de l'Etat alors qu'il était un véritable peureux s'est retrouvé dans un champ de maïs pour nommer son gouvernement en guise de contestation. Il n'a pas de couilles mais promis à ceux qui veulent le croire qu'ils n'ont qu'à voter pour lui et que déjà à midi il va leur ramener la victoire. Voilà qu'aujourd'hui il a mis les siens dans des difficultés avec la justice. Le Ghana quant à lui, qui est le dernier pays à organiser les élections pour l'année 2020 et qui était considéré comme un exemple démocratique dans la sous région est finalement tombé très bas en organisant des élections également contestable par l'opposition. Des morts ont été enregistrés dans ce pays. Est-ce parce que le pays n'a plus d'autorité morale ? Puisque celui qui en faisait office et qui mettait de l'ordre dans la maison a rejoint ces ancêtres. Ce qui fait dire à certains observateurs que le Ghana a aussi regagné le rang de ses voisins francophones. Aujourd'hui, l'année 2020 est bouclée avec des présidents que d'aucuns désignent comme « contestés » et qui sont en train de prendre fonction après leur prestation de serment.

LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ

Le gouvernement étend des filets sociaux pour protéger plus de Togolais

De façon manifeste, la pauvreté régresse au Togo grâce aux initiatives d'intérêt socioéconomique prises en faveur des populations, surtout les plus démunies. Les projets de Filets sociaux et services de base (FSB) et d'opportunités d'Emploi pour les jeunes vulnérables (EJV), mis en œuvre pour rehausser le niveau de vie des citoyens, prouvent leur valeur. Récemment réélu à la tête du pays, le chef de l'Etat ne disconvient pas qu'il y a encore du chantier, bien que les conditions de vie des Togolais s'améliorent progressivement grâce aux projets susmentionnés.

Le projet des Filets sociaux et services de base (FSB), coordonné par l'Agence nationale d'appui au développement à la base (Anadeb), englobe les programmes de cantines scolaires, de transferts monétaires, des sous-projets d'infrastructures, etc. Il est financé à 17,9 milliards de francs CFA pour assurer aux communautés pauvres, un meilleur accès aux infrastructures socioéconomiques de base et aux filets sociaux.

Etape supérieure

Les mécanismes de filets sociaux vont être bientôt étendus aux personnes du troisième âge, aux malades, aux handicapés, incluant le développement d'une véritable filière de métiers des soins à la personne et le détachement au niveau communal de personnel dédié. La protection sociale sera intensifiée avec le triplement de la cible actuelle des transferts monétaires. Les initiatives destinées à renforcer la résilience des commu-

nautés face aux chocs, seront poursuivies. Pour les transferts monétaires, 120 000 ménages sont ciblés à l'horizon 2021, contre 61 000 actuellement. La fourniture de repas communautaires en milieu scolaire est également en avant-plan. Grâce aux cantines scolaires, 300 000 écoliers mangeront à leur faim. S'agissant des initiatives d'engagement citoyen et d'opportunités pour les jeunes vulnérables, elles seront pérennisées pour porter le nombre de bénéficiaires à 100 000. Les mécanismes accompagnateurs des initiatives économiques des jeunes et femmes vont être optimisés et d'autres incubateurs de créativité naîtront pour aider les jeunes à s'autonomiser. Il est aussi prévu l'opérationnalisation d'un registre social unifié, servant de fichier unique des bénéfici-

ciaires de services de protection sociale pour mieux cibler et améliorer l'efficacité des actions dans la lutte contre la vulnérabilité.

Quand le Togo parle, la pauvreté se tait

Grâce à toutes les actions décuplées et le lot de programmes socioéconomiques (PND, Faiej, Paeij-SP, FNFI, Pasa, Thimo, Cantonage, Psmico, PAPV, PPAAO, Mifa...), l'incidence de la pauvreté a reculé. Une enquête faite par l'Institut national de la statistique et des études économiques et démographiques (Inseed) a montré que de 51,7% en 2015, elle est passée à 45,5% entre 2018 et 2019. En 2011, elle était de 58,7%. Les chiffres témoignent à suffisance des efforts faits au Togo.

LA QUINZAINE COMMERCIALE S'OUVRE AUJOURD'HUI

Seulement 64 stands seront ouverts

La grande quinzaîne commerciale de Lomé aura lieu cette année, malgré la pandémie Covid-19. L'information a été donnée le jeudi 10 décembre 2020 par le Président de la Chambre du Commerce et d'industrie du Togo (CCIT), Germain Meba, au cours d'une conférence de presse. Seulement 64 stands seront ouverts aux visiteurs en présentiel contrairement aux 220 stands l'année dernière et le e-commerce sera privilégié pour l'ensemble des opérateurs économiques. La cérémonie d'ouverture de ce rendez-vous commerciale, d'échanges des affaires et de promotion de fin d'année est prévu pour ce mercredi, 16 décembre 2020 sur le site d'Agbadahonou.



La grande quinzaîne commerciale est organisée à l'intention des opérateurs économiques et destinée à écouler des marchandises invendues de l'année et surtout de mettre à la disposition des populations des produits de premières nécessités pour les fêtes, mais aussi de promouvoir la consommation des produits locaux.

« La chambre du commerce et d'industrie du Togo, dans sa mission de représentation et d'accompagnement du secteur privé ne pouvait pas se soustraire de cette politique sanitaire prise par les autorités compétentes. C'est ainsi que plusieurs actions ont été menées pour soutenir les actions du gouvernement dans cette lutte à travers la sensibilisation des opérateurs économiques mais aussi l'appui à diverses entités en lutte contre ce mal », a renseigné Germain Meba, le

Président de la chambre du commerce et d'industrie du Togo.

Pour raison du respect aux mesures barrières édictées par le gouvernement togolais, seul le site d'Agbadahonou est retenu pour l'organisation de cette foire commerciale.

« Si la propagation de ce virus ne cesse de se poursuivre, ce n'est pas pour ainsi dire que nous allons cesser de vivre et mener nos activités. C'est pourquoi, face aux circonstances de l'heure, il est impératif de rappeler à chaque acteur les conditions et les circonstances dans lesquelles va se tenir cette manifestation commerciale. En effet, il faut souligner que contrairement à ce qui se faisait depuis peu, à savoir l'organisation de la manifestation commerciale sur trois sites différents de Lomé, la 36ème édition de la grande quinzaîne commerciale se tiendra sur le

seul site d'Agbadahonou au centre ville de Lomé. Par respect des mesures barrières édictées par le gouvernement, le e-commerce sera privilégié pour éviter l'affluence du public. Le nombre de place pour les exposants est limité à 64 stands avec une distanciation physique en vigueur entre exposant », a déclaré le Président de la CCIT.

Pour rappel, la chambre du commerce et d'industrie du

Togo est un établissement public de part son statut, une Interface entre le monde des affaires et les pouvoirs publics au Togo qui, à travers son cahier de charge accompagne les opérateurs économiques dans leurs activités et initie en leurs faveurs des manifestations pour la commercialisation des marchandises.

Abel ZINDODJI

OTR SENSIBILISE

Harcèlement sexuel en milieu professionnel au centre des débats

L'Office Togolais des Recettes (OTR), en partenariat avec l'Association "Africa Femmes Initiatives Positives (AFIP)" a organisé le 11 décembre 2020, une séance de sensibilisation à l'endroit de ses agents sur la question du harcèlement sexuel en milieu professionnel.



Cette rencontre a eu lieu, indique l'OTR, afin d'instaurer un climat de sérénité et de confiance entre ses agents quel que soit leur genre. « Ce que nous recherchons, c'est que les victimes s'expriment. Il ne faut pas garder ça pour soi et en souffrir parce que ce que tant que on en aura pas parlé, le phénomène ne pourra que continuer », a laissé entendre à cette occasion, Mme Faramammié Kadje, présidente de l'AFIP-Togo. « Il faut former les employés et les employeurs à cette notion et théoriquement, tous les

cadres de travail devaient avoir un guide qui nomme ces violences, qui donne des cadres dans lesquels les plaintes peuvent être portées et surtout les moyens de les gérer. Il faut dénoncer ces violences et prendre en charge les victimes », recommande pour sa part, Professeur Kolou Dassa, psychiatre.

La rencontre s'inscrit dans le cadre de la Journée internationale pour l'élimination des violences faites aux femmes et aux jeunes filles célébrée chaque 25 novembre.

DÉCENTRALISATION AU TOGO

Comprendre les élections régionales

Tout sur la rencontre entre le ministre Payadowa BoukpeSSI et les partis politiques

Le gouvernement togolais veut organiser des élections régionales en 2021. Le ministre en charge de l'administration territoriale, Payadowa BoukpeSSI a rencontré lundi les acteurs politiques du pouvoir comme de l'opposition. Objectif, recueillir leurs avis sur l'organisation de ces élections. Si les discussions ont eu lieu, malgré le boycott du Parti national panafricain (PNP) et des partis membres de la Dynamique Mgr Kpodzro (DMK), on note qu'une question autre que celle de l'élection s'est invitée aux débats.

Ces discussions initiées par le gouvernement, ont répondu présents plusieurs partis politiques, notamment le parti au pouvoir, l'Union pour la République (UNIR), l'Union des forces de changement (UNIR) l'Alliance nationale pour le changement (ANC), le Comité d'action pour le renouveau (CAR), l'Alliance des démocrates pour le développement intégral (ADDI), les Forces démocratiques pour la République (FDR) et bien d'autres partis politiques. Selon le ministre BoukpeSSI, ce sont les responsables des partis politiques ayant participé à une des trois des dernières élections qui se sont déroulées au Togo. La rencontre portant sur l'organisation des élections régionales.

Selon l'article 141 de la constitution, les collectivités territoriales sont les communes et les régions. La tenue des élections régionales intervient après l'élection des conseillers municipaux les 30 juin et 15 août 2019, le gouvernement veut procéder à celle des conseillers régionaux pour 2021.

« Nous sommes dans un processus de décentralisation. Nous avons organisé des élections communales où le parti UNIR a remporté une large victoire tout comme aux législatives. Donc, le parti UNIR se tient prêt à aller à ces élections. Mais il faut noter qu'au cours de la rencontre de ce jour, le ministre d'Etat a bien dit qu'il s'agit des élections régionales mais il s'est dit ouvert à toutes les questions qui pourraient être abordées au cours des rencontres à venir », a déclaré Aklesso Atcholi.

Décrispation du climat politique

Si du côté du pouvoir on évoque une démarche d'ouverture et de recherche de consensus, les leaders de l'opposition attendent visiblement plus d'une telle initiative.

« Comme nous l'avons dit à notre conseil national, nous ne participerons pas à des élections s'il n'y a pas des discussions préalables pour assainir le cadre électoral, pour assainir le climat politique. Nous saluons donc cette invitation qui va dans ce sens », a déclaré Patrick Lawson.

Yendouban Konlani, le 1er

Vice-président du CAR a saisi l'occasion pour faire observer au ministre BoukpeSSI que la décrispation de la vie politique et l'apaisement du pays sont des préalables à la réussite de l'organisation des élections. Et pour le CAR, cela passe par la libération des responsables de la Dynamique Mgr Kpodzro.

« En vue de la décrispation de la vie politique et l'apaisement dans le pays, le CAR demande la libération des deux responsables de la Dynamique Monseigneur Kpodzro, Madame Brigitte Kafui Adjamagbo-Johnson et Monsieur Gérard Yaovi Dodzi Djossou ainsi que tous les autres détenus politiques », écrit M. Konlani au sortir de la réunion.

Par ailleurs, le responsable du CAR dit avoir insisté sur le fait que ces discussions permettent de régler tous les problèmes socio-politiques, sources des crises à répétition que connaît le Togo au lendemain de chaque élection.

De son côté, le président des FDR a estimé qu'il y a trop de problèmes au Togo concernant les élections. Pour lui, il faut trouver une solution définitive aux difficultés qui surviennent lors des élections.

« Il y a trop de problèmes aujourd'hui concernant les élections au Togo. Si on veut sortir de ce guêpier, il faut s'asseoir pour parler véritablement de qu'on doit faire pour organiser véritablement des élections dans ce pays », a indiqué Me Dodji Apevon.

L'opposant demande ainsi à tous les partis de se retrouver pour dire au ministre la solution au problème lors des prochaines discussions pour permettre au pays de sortir des crises à répétition.

Ce qu'il faut retenir selon Gerry Tamaa

Primo le format. Les partis politiques invités sont ceux qui ont pris part à au moins l'une des trois dernières élections organisées au Togo. L'objet d'un parti politique étant la

conquête du pouvoir, la participation aux élections fait sens. 21 partis politiques ont donc été retenus. Ce format a été adopté pour les séances futures par les participants. Quatre partis politiques ont manqué à l'appel (mpdd, cdpa, dsa, nid), tous membres

comme suit :

- vingt et un (21) pour les régions dont la population est inférieure ou égale à 1.000.000 habitants ;
- trente un (31) pour les régions dont la popula-



de la DMK. Cette marque de solidarité est naturellement compréhensible.

Secundo, le contenu. L'ordre du jour concernait initialement la préparation des élections régionales. Il faut savoir que le Togo dispose de deux niveaux de décentralisation, la commune et la région. Conformément à l'article 236 de la loi portant décentralisation et liberté locales, le nombre de conseillers par région est fixé

est comprise entre 1.000.001 et 1.500.000 habitants;

- quarante un (41) pour les régions dont la population est supérieure à 1 500 000 habitants.

Nous avons donc besoin de faire ces élections pour finaliser le processus de décentralisation. Sans oublier que c'est le collège électoral des élus locaux qui vont élire les 2/3

des sénateurs. Et c'est ces sénateurs qui vont élire les deux juges manquants de la cour constitutionnelle. La politique est complexe. Bref. Donc les discussions ont porté sur les conditions d'organisations de ces élections. Les thématiques générales ont été retenues mais les débats de fonds n'ont pas encore commencé.

Mais comme cet ordre du jour n'était pas fermé, d'autres sujets ont été abordés tels que la gouvernance économique, la participation éventuelles des religieux et de la société civile à ces discussions, et l'apaisement du climat politique, notamment la libération de nos camarades actuellement mis sous mandat de dépôt. Le membre du gouvernement a évoqué la séparation des pouvoirs. De l'avis général, cette situation est gênante, mais le respect de la procédure judiciaire reste un argument imparable. Comme je l'ai dit dans une précédente publication, il faut poursuivre la diplomatie de couloir.

Voilà pour le compte rendu que je vous dois. Les échanges ont été courts et il n'y a pas eu de préalables. Nous nous retrouverons une prochaine fois, après que le ministre aura fait le point de nos échanges en conseil des ministres.

A. I.

Mon avis personnel sur cette rencontre

Aujourd'hui l'opposition togolaise se présentera à toutes les élections avec la position la plus désastreuse possible. Nous avons perdu la bataille de l'opinion avec nos bisbilles internes, et surtout, tous les leaders actuels sont ruinés. J'ai connu tous ces présidents de partis depuis une dizaine d'années, ils ne sont aujourd'hui que l'ombre d'eux mêmes. Faire la politique sur ses ressources propres est une hérésie intellectuelle. Et c'est malheureusement ce qui a couru au Togo. N'oublions pas les terribles résultats des élections locales. Unir a pris plus de 80% des suffrages, le reste étant partagé entre les partis politiques et les indépendants.

Il faut tout remettre à plat, tout reprendre à zéro, réorganiser l'opposition togolaise, faire un reset du logiciel politique. Il faut de nouvelles personnes, de nouveaux acteurs. Même nous autres, pourtant plus jeunes, nous sommes rouillés. Comme tous les autres leaders politiques, c'est des centaines de mil-

lions de francs investis (gratuitement) depuis des années. Tout le patrimoine personnel a été dilapidé. Nous sommes tous vanés.

La vérité est que les perspectives sont plutôt sombres. Si les leaders de première et de seconde génération (ceux de la conférence nationale et nous 20 ans plus tard) se sont fait remarquer par leur capacité à financer leurs partis, ceux de la troisième génération sont plutôt réservés sur cet aspect. Soit parce qu'ils n'ont pas de ressources (un président de parti d'opposition dépense en moyenne entre 1 et 5 millions par mois pour son parti) soit ils sont plus prudents (ils ont vu les aînés se casser les dents)

Une seule petite porte reste ouverte. La mobilisation par les réseaux sociaux. Pour le moment, c'est encore trop tôt, car les coûts de connexion sont élevés par rapport au pouvoir d'achat moyen du Togolais. Dans une dizaine d'années, un jeune leader politique peut créer la surprise en compensant sa faiblesse fi-



nancière par une mobilisation des masses sur les médias sociaux. Il faudra qu'il soit très pragmatique, charismatique et progressiste. Il devrait avoir dans la quarantaine et rassurer tout le monde. Lui par contre aura une chance de réaliser ce qui paraît aujourd'hui impossible, à savoir l'alternance politique.

Nous autres, nous tous qui étions dans cette salle, même vivants, nous appartenons déjà au musée politique de notre pays. C'est tragique mais c'est la vérité.

Politique autrement.

Gerry. Tamaa



jusqu'à **-40%**

sur le

DÉDOUANEMENT de vos **VÉHICULES & MARCHANDISES***

#CQFS

Un taux de dépréciation de **25%** est appliqué sur les véhicules dont la date d'entrée aux magasins et aires de dédouanement est comprise entre le **1^{er} Janvier** et le **24 décembre 2020**.



Office Togolais des Recettes - OTR

ON DIT QUOI

La rubrique de ceux qui devraient tourner sept fois leur langue avant de parler

« Les Togolais sont fatigués de ce régime. La Dynamique poursuit son combat pacifique pour la récupération de sa victoire, confisquée par le régime qui use de tous les moyens pour faire taire toute velléité contestataire ». C'est ce qu'annonçait la Coordonnatrice de la DMK Mme Adjama Gakpo. Vraiment elle a la bouche hein. Depuis le début de l'ouverture démocratique, elle fait partie, par ses manières de comportements, de ceux qui ont porté un coup dur à l'encrage de la démocratie et à l'alternance au Togo. Elle oublie son parti et veut à chaque fois s'accrocher à des regroupements. Et finalement, si elle arrive à avoir une responsabilité au niveau de ces regroupements, ça fini par se casser. Aujourd'hui, c'est elle-même qui est en train de se casser. Après les élections du 22 février 2020, suite à des contes-

9

tations des résultats sans preuve et à la réclamation d'une prétendue victoire, ils avaient été mis sous contrôle judiciaire, elle et les autres de la DMK et particulièrement l'actuel président des champs de maïs. Il leur était interdit de parler encore des élec-

tions. Ce à quoi ils ont accepté et ont pris des engagements en ce sens. Alors, la moindre récidive constitue un délit et c'est ce que la dame Adjama Gakpo n'a pas voulu observer. La loi c'est la loi. Elle est dure mais c'est la loi. On ne la défie pas impunément. Et aujourd'hui cette dame fait les frais de cette désobéissance. Et d'ailleurs qui lui a dit que les Togolais sont fatigués de ce régime ? Et en plus si on veut mener un combat, il faut avoir les moyens de sa politique. Ce ne sont pas des déclarations intempestives qui vont régler quelque chose. Dans cette situation ses collègues de l'opposition n'ont mieux trouvé que de faire des déclarations de condamnations et ceci du bout des lèvres et ça s'est arrêté là. Une hypocrisie constate certains observateurs. Puisqu'aujourd'hui elle est seule face à son destin.

Coin du civisme

Non-assistance à personne en danger : les Togolais perdent les valeurs de la compassion

L'insécurité routière au Togo reste un fléau à combattre. Les chiffres, bilan du premier semestre de l'année en cours concernant les accidents de route, font froid dans le dos. En tout, 2627 cas d'accidents ont été enregistrés pour 241 morts et 3734 blessés. Même si la première impression qui se dégage est la réduction des cas d'accidents par rapport aux années précédentes, il est important de souligner qu'un mort par accident sur nos routes est un mort de plus.

Malheureusement, le comportement depuis quelques années des usagers de la route en cas d'accident porte à réflexion. Certaines vies humaines pouvaient être sauvées au cours de certains accidents de route. Un réflexe, un petit geste, un acte sensible, un premier secours, un sentiment de bienveillance, une volonté d'aider la personne qui souffre et on aurait pu réduire considérablement le nombre de morts par accident parce que certaines vies ont été lamentablement perdues par non-assistance, une valeur qui faisait la fierté du Togolais et laquelle, au fil des années, a disparu dans la circulation. Déjà une fissure s'est installée entre les



« Certaines vies humaines pouvaient être sauvées au cours de certains accidents de route. Un réflexe, un petit geste, un acte sensible, un premier secours, un sentiment de bienveillance, une volonté d'aider la personne qui souffre et on aurait pu réduire considérablement le nombre de morts par accident parce que certaines vies ont été lamentablement perdues par non-assistance » usagers de la route avec l'avènement du taxi moto qui a réduit les recettes des chauffeurs de taxi.

Cette situation n'a pas été sans conséquences, puisqu'une inimitié s'est imposée sur nos routes avec un manque de respect entre les usagers.

Des injures à longueur de journée, des disputes en circulation, les valeurs morales ont pris un coup au point de porter atteinte à

l'assistance à personnes en cas d'accident. Les premiers réflexes des usagers de la route en cas d'accident désormais c'est les prises de vues, pour alimenter les réseaux sociaux,

le scoop, ou pire encore, des discussions stériles autour des blessés en attendant l'arrivée tardive des sapeurs-pompiers qui, par manque de moyens, sont souvent assez sollicités et ne peuvent assumer correctement les premiers secours.

Une autre attitude ou comportement de Togolais qui contribue à la mort prématurée des accidentés qui pourraient être sauvés. Les réseaux sociaux sont aujourd'hui mal utilisés. Les gens peuvent voir quelqu'un en train d'être noyé au lieu d'appeler au secours ou aller au secours de cette personne les gens préfèrent utiliser leurs Smartphones prendre des vues et les balancer sur les réseaux sociaux. Des comportements inciviques qui doivent être corrigés.

Courtes contre la montre

Le dilemme de la fin d'année

Eh oui ! Aujourd'hui tout le monde se trouve confronté à un dilemme en cette fin d'année. Comment célébrer les fêtes en pouvant protéger les populations en cette période de crise sanitaire ? Très compliqué tout ça. Et dans chaque pays, les autorités sont en train de prendre des dispositions particulières. Au Togo, le Conseil scientifique est chargé de guider le gouvernement dans la mise en oeuvre de la politique sanitaire pour lutter contre l'épidémie de Covid-19. Il faut à la fois protéger la population tout en menaçant l'activité économique pour éviter une crise sociale. Difficile équilibre. 'Nous avons indiqué au gouvernement que toutes les décisions prises doivent socialement acceptables', a déclaré lundi le Pr Didier Ekouévi, président du Conseil. Les fêtes de fin d'année sont propices aux rassemblements et donc à la propagation du virus. Des mesures sont envisagées et examinées en ce moment comme l'instauration d'un couvre-feu à Lomé ou la fermeture des bars et restaurants entre Noël et le Jour de l'An. Mais l'idée est aussi de ne pas pénaliser les commerçants et leurs employés. Depuis 15 ans, un spectacle son et lumière est organisé à Lomé sur le site de la Colombe de la Paix à l'occasion du Jour de l'An. Pour les organisateurs, pas de doute, Lomé est la capitale africaine de réveillon. Les travaux d'aménagement sont en cours. Mais en raison de la crise sanitaire, on ignore sous quelle forme auront lieu les réjouissances. Impossible en effet d'accueillir sur un même lieu plusieurs milliers de personnes agglutinées pour assister au feu d'artifices.

Frein culturel

Les grossesses en milieu scolaire sont de plus en plus fréquentes. Près de 3.000 en 2019. Et la plupart du temps, ce sont des grossesses qui proviennent des éducateurs eux-mêmes. Les enseignants s'acharnent sur leurs élèves et à la fin la fille n'arrive plus à continuer son parcours scolaire. Les mauvais comportements ont évolué avec l'apparition d'internet. Les jeunes filles adoptent des comportements sexuels influencés par les réseaux sociaux. De leurs côtés, les parents ne savent pas comment aborder le sujet avec leurs enfants. Il n'y a pas ou peu de communication sur cette question. 'Les parents n'arrivent pas à interagir avec les enfants. C'est un obstacle culturel très difficile à franchir', explique Afi Boko, directrice de la Famille et de l'Education de la jeune fille au ministère de l'Action sociale. Le gouvernement a lancé un programme national multisectoriel de lutte contre les grossesses et les mariages précoces chez les élèves. La stratégie passe par des actions de sensibilisation et d'information auprès des familles, notamment en zones rurales où l'information est peu disponible. Il faut rappeler qu'il existe une loi qui punit les enseignants qui mettent leurs élèves en grossesse. La loi du 10 mars prise au temps de feu le Général Eyadéma pour protéger les jeunes filles en milieu scolaire. Mais elle semble rentrer dans les oubliettes.

Le gouvernement met en garde

Les réseaux sociaux sont devenus des nids de fabrication de fausses nouvelles, surtout en cette période de crise sanitaire. Alors que le gouvernement n'a encore rien décidé par rapport au couvre feu pour les fêtes de fin d'année, certains esprits se sont donné le malin plaisir d'inventer un communiqué laconique fixant le programme de ce couvre feu. La réaction du gouvernement ne s'est pas fait attendre. Il circule sur les réseaux sociaux un communiqué annonçant des mesures prises par le gouvernement pour prévenir la propagation du coronavirus. Le gouvernement attire l'attention qu'il s'agit d'un faux communiqué et rappelle que si des mesures doivent être prises, elles seront annoncées par les canaux officiels. Le gouvernement appelle la population à la vigilance. Tel est le contenu d'un communiqué officiel publié pour alerter la population. Le faux document liste une série de mesures prises à l'approche des fêtes de fin d'année. Fermeture des frontières terrestres, bouclage des grandes villes, fermeture des lieux de culte, des écoles, des bars et des restaurants.

Le Magnan Libéré

Récépissé N° 0302 / 17 / 11 / 06 / HAAC

Directeur de Publication

Abass ISSAKA
90 16 49 87 / 90 85 85 22

Responsable commercial

Bertine ADJAHO
90 36 97 10

Mise en page :

A. Maxime (91 08 91 02)

Imprimerie :

Rad Graphic Sarl U.

Tirage :

2000 exemplaires

Casier N° 35MJ BP: 81213 Lomé / Mail: iabasse@yahoo.fr

SYSTÈME SÉCURITAIRE

Général Yark :
«...En 2021, l'ensemble
du pays sera quadrillé »

Le ministre de la sécurité et de la protection civile déballe tout sur le système sécuritaire du Togo, notamment contre la menace terroriste au nord du pays, la piraterie maritime et la cybercriminalité. Sur le braquage, le général Damehame Yark dit ce qui rend difficile la lutte. Ce ministre de Faure Gnassingbé trouve injuste la déclaration selon laquelle le Togo serait une plaque tournante de la drogue. Aux acteurs politiques qui continuent de vouloir manifester alors que la pandémie de Covid-19 bat son plein, le général dit un mot.

Le ministre togolais aborde tous ces sujets dans une interview accordée à Sputniknews. Au-delà de la participation du pays aux mécanismes régionaux contre le terrorisme, des actions concrètes se posent sur le plan local, selon le ministre. «À l'échelle locale, la collaboration des citoyens reste déterminante pour nous! Les populations sont incitées à informer les forces de police dès qu'une personne qu'elles ne connaissent pas vient s'installer dans leur entourage et qu'elle présente un comportement douteux. Parallèlement, des Comités interministériels de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent (Ciplev) sont en cours d'installation dans toutes les régions du pays pour faire remonter les informations vers les services de sécurité dès qu'il y a quelque chose de suspect. Ces installations vont se poursuivre en 2021 pour que l'ensemble du pays soit quadrillé et la résilience de nos concitoyens renforcée», a-t-il déclaré.

Sur la cybercriminalité, le ministre dit prendre la pleine mesure de la situation. Ce qu'il se passe, selon lui, est que des gens malintentionnés veulent profiter de la bonne image du Togo.

« Certains profitent de la belle image que renvoie notre pays, celle d'un État paisible où l'on peut faire du business en toute sécurité, pour séduire leurs victimes avec des propositions d'affaires sans queue ni tête. Et généralement, c'est quand ils se découvrent au cœur d'une arnaque que les gens se rendent compte que leur interlocuteur n'était pas un Togolais, mais plutôt originaire d'un pays voisin », annonce le ministre.

Le Togo, dit le général à l'en- vi, n'est pas une plaque tournante de la drogue. Cette déclaration, rassure-t-il, est injuste.

« Le Togo a un port en eau profonde qui accueille des navires de dernière génération et qui dessert les pays de l'hinterland et même d'autres États qui disposent pourtant de ports. Quand on dit qu'un bateau va vers le port de Lomé, rien n'indique que les marchandises à son bord appartiennent à des Togolais »,

soutient-il.

Il ajoute qu'il pourrait être encore acceptable d'entendre que le Togo sert de point passage de ces marchandises. Mais là encore, note-t-il, des efforts sont faits.

« Nous-mêmes veillons au grain, nos services de sécurité saisissent quotidiennement des plaquettes de cannabis dissimulées dans des véhicules qui partent, par exemple, de l'ouest vers l'est. Mais notre pays n'est pas pour autant une plaque tournante de la drogue », a-t-il ajouté.

Pour ce qui concerne les braquages, Lomé, la capitale togolaise est, selon le ministre, confrontée à un problème de proximité avec les États voisins.

« En l'espace de 5 minutes, à l'ouest de la capitale, un braqueur peut se retrouver de l'autre côté de la frontière, au Ghana. Même s'il y a une bonne coopération avec les services de sécurité de nos voisins, le problème est là. Mais en tout état de cause, si ce n'est pas tout de suite, ils finissent par être rattrapés, un jour ou l'autre », note-t-il.

Pour ceux qui disent que l'existence de la pandémie à coronavirus est devenue une raison dont le gouvernement se sert pour interdire les manifestations politiques, le ministre rétorque que c'est rétorque que c'est plutôt une question de responsabilité.

« Lorsqu'on est dans l'état d'urgence, certaines libertés sont restreintes, voire supprimées. Aujourd'hui, le seul combat à mener, c'est celui contre la pandémie, ce n'est pas de marcher pour telle ou telle revendication. J'aurais souhaité voir ces responsables politiques dépasser leurs querelles pour mener la bataille contre le Covid-19 ensemble, avec les autorités, au lieu de penser tout le temps à manifester dans les rues! », soutient-il.

Si le gouvernement permet ces mobilisations sans possibilité de contrôle du respect des mesures barrières et qu'il y a, le lendemain une résurgence des cas de contamination parmi les marcheurs, fait-il savoir, les premiers à rendre le gouvernement responsable de leur contamination seront les marcheurs.

L.R.

SECTEURS ÉCONOMIQUES

Le gouvernement met 25,5 milliards de francs CFA pour le développement numérique en 2021

L'essor du numérique simplifie la vie à chaque citoyen en insufflant un nouvel air aux secteurs économiques. Le processus de développement numérique est intense au Togo, pays qui a fait le choix de la digitalisation de ses services administratifs pour se rapprocher lentement mais sûrement de l'émergence. Cet objectif est aujourd'hui à portée de main grâce à de grands investissements faits ces dernières années dans tous les domaines. Pour 2021, plus de 25 milliards de francs CFA sont prévus pour permettre à l'économie numérique de performer convenablement.



services sociaux de base (Agri-PME, Sofie, Cizo...) appuyés par l'utilisation du numérique, seront poursuivis. Aujourd'hui, il existe des projets comme WiFi Campus, E-gouvernement, E-justice, E-village etc. qui rendent la vie simple aux Togolais.

Autres secteurs couverts

Le budget prévisionnel au titre de l'année 2021 s'établit à 1 521,6 milliards de francs CFA. Les secteurs sociaux occupent 445,1 milliards de cette somme. Suivent ensuite par ordre d'importance, l'éducation (25%), la santé et la défense (10% chacune), l'agriculture (8,4%) et l'accès à l'eau potable (8%). Le reste des ressources budgétaires sera alloué à l'allègement de la charge fiscale parce que le pays veut continuer son approche budgétaire prudente, dans un paysage marqué par la crise sanitaire.

Cette enveloppe budgétaire aidera le pays à devenir une référence régionale dans le développement digital. Les 25,5 milliards dédiés au numérique en 2021 représentent 3,3% des crédits affectés aux ministères et institutions. L'utilisation de ces fonds à travers des programmes ou projets permettra au pays de réaliser son ambition de faire du secteur numérique un véritable levier de modernisation de l'économie et de la société.

Principalement, une attention singulière sera consacrée à la mise en œuvre du projet d'identification biométrique afin d'accélérer la formalisation des acteurs économiques togolais et renforcer l'accès universel aux services sociaux de base. Autre point majeur, d'aujourd'hui à 2025, les pouvoirs publics prioriseront

l'extension de la couverture réseau internet fixe et mobile. Les chantiers sont vastes, l'un porte sur la couverture en réseau internet de 95% de la population.

Le numérique dans 05 ans

Le secteur se présente de nos jours comme un atout de taille pour rendre l'économie plus florissante et garantir de meilleures conditions de vie aux habitants. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle le chef de l'Etat s'est engagé à étendre l'internet à très haut débit avec le déploiement de la fibre optique dans toutes les préfectures, les zones économiques d'importance, lycées et centres de santé publics, avec pour ambition de faire du Togo, un pays 100% fibre optique. Les villes principales seront couvertes par la 4G et les programmes d'accès aux

REFORMES SOCIOÉCONOMIQUES

Le raccordement à l'électricité facilité au Togo pour favoriser les affaires

Comparé aux autres pays d'Afrique et du monde, le Togo est à un autre niveau en matière de réformes socioéconomiques phares avec des retombées grandement bénéfiques pour les populations. Le classement Doing Business 2020 qui a sacré le Togo meilleur pays réformateur en Afrique et 3ème au plan mondial, suffit pour défendre cet argument. Le raccordement à l'électricité est l'un des points sur lesquels le pays a excellé, ce qui lui a permis d'enjoliver davantage son environnement des affaires et d'accroître les chances de chaque citoyen de s'épanouir.

Ces années-ci, d'importantes dispositions sont prises au profit des opérateurs économiques. L'une d'elles est la possibilité pour les grandes entreprises dont la puissance varie entre 40 et 200 KVA, d'être raccordées sans construction de poste de transformateur privé. Ceci a engendré une augmentation du nombre de raccordements à partir de transformateurs qui s'établit à 83% en 2019 contre 45% en 2018. En outre, il y a une réduction du coût de raccordement Moyenne tension (MT) à 3 954 000 francs CFA contre 7 946 000 francs en 2018. En 2019, 29 raccordements ont été réalisés.

Remboursement de l'avance sur consommation

Depuis le début de l'année 2020, il est possible pour chaque opérateur économique de se faire rembourser la totalité de son avance sur consommation. Le bénéfice de ce rem-

boursement est subordonné à un paiement mensuel régulier par l'abonné, à date échue, de ses factures d'énergie électrique et autres sommes et frais dus, sur une période de 03 ans.

Simplification du processus de raccordement

Grâce à la plateforme électronique de la Compagnie énergie électrique du Togo (CEET), les clients en MT peuvent faire gratuitement leur demande de raccordement en ligne, depuis septembre 2019. Après la soumission de la demande, le client reçoit dans un délai de 24 heures un accusé de réception du Service de la direction des grands comptes et clientèle administration (SDGCA), dans lequel un numéro est attribué automatiquement au dossier. Le SDGCA visite le chantier et transmet le devis et le projet de contrat MT en ligne au client dans un délai de 15 jours au plus, contre 21 jours

par le passé.

Autres réformes, la publication des coûts estimatifs de raccordement au réseau pour les clients industriels ; l'amélioration des valeurs des indicateurs (Saïdi ou Saïfi) sur le réseau de distribution de l'énergie électrique, etc. Grâce à ces mesures incitatives, il est aujourd'hui possible de se faire raccorder à la Moyenne tension en seulement 15 jours au lieu de 02 mois et demi auparavant.

L'accès universel à l'électricité, objectif primordial au Togo

Le pays a fait le choix de construire 03 centrales solaires (Blitta, Sokodé, Awandjelo) et 03 centrales hydroélectriques d'ici 2025. La centrale photovoltaïque de Blitta dont la construction a démarré en février 2020, a une capacité de 30 MW, extensible à 50 MW. Elle fournira de l'électricité à 600 000 foyers. A côté de cela, les pouvoirs publics n'arrêteront pas le programme de chèque solaire de 2 000 francs CFA développé pour aider 300 000 ménages. De surcroît, 120 000 lampadaires solaires seront installés dans les zones rurales. Les espérances sont grandes, atteindre un taux d'électrification de 75% en 2025 et de 100% en 2030.

SPORTS / CONGRÈS ÉLECTIF:

Germain Wona : un ambitieux projet pour redynamiser le CNO-Togo

Après une période de crise profonde au Comité national olympique (CNO-Togo), qui, pour sauver l'institution?

Le 19 décembre prochain, le CNO-Togo tient son Assemblée générale électorale. Frappé par la limite d'âge, l'actuel président M. Kélani Azaad Bayor devra céder sa place. Le face-à-face pour ce poste qui retient toutes les attentions est celui de M. Germain Wona et M. Deladen Akpaki.

Tous les signaux semblent vert pour Wona German, un fin connaisseur du domaine. Aussi, l'homme semble avoir les moyens de sa politique, étant un homme de réseau selon certains observateurs.

Wona German, c'est un parcours dans le sport qui ne laisse indifférent personne. Pour preuve, il a été président de la Fédération Nationale de Basketball du Togo (FNBT), ancien président d'Agaza, membre d'honneur de plusieurs fédérations, Conseiller du CNO-Togo, président de la Commission marketing et sponsoring du CNO entre 2006 et 2008 et ancien conseiller du ministre des sports et des loisirs de son pays.

Pour les anciens connaisseurs de l'olympisme, le CNO-Togo a besoin d'un président rassembleur, fédérateur pour retrouver ses lettres de noblesse. Cet homme n'est autre que Wona German parce qu'il est travailleur, discret avec un charisme, maîtrisant les ar-



canes du Comité olympique togolais.

On reconnaît aussi à cet homme d'avoir beaucoup fait pour le sport togolais. Comme quoi, Germain Wona est l'homme de la situation pour sauver le CNO-Togo. Rendez-vous le 19 décembre prochain pour les hostilités.

L'ambitieux projet de Germain Wona autour des grosses peintures du mouvement olympique

PROJET GLOBAL CNO-TOGO

1-) LA BONNE GOUVERNANCE DE L'INSTITUTION

- Révision profonde des textes du CNO-Togo ;
- Respect scrupuleux des textes par les membres ;
- Transparence dans la gestion

financière et comptable ;

- Gestion stratégique des événements olympiques
- Mise en place des organes juridictionnels

2-) ETROITE COLLABORATION ET ACCOMPAGNEMENT DES FÉDÉRATIONS NATIONALES SPORTIVES

- Collaboration permanente des FN's
- Accompagnement et suivi des FN's dans les préparations des jeux,
- Assurer la jouissance consensuelle de la délégation de pouvoir des FN's

3- GESTION ÉQUITABLE DES PROGRAMMES DE BOURSES ET AUTRES RESSOURCES DE LA SOLIDARITÉ OLYMPIQUE

- Assistance aux FN's à travers

les demandes de bourses et stages ;

- Exploitation de toutes les opportunités du CIO, Solidarité Olympique...

4-) ORGANISATION PÉRIODIQUE DES JEUX DU TOGO (MON PROJET)

- Mise en œuvre des Jeux Olympiques en miniature tous les deux ans en faveur de fédérations méritantes ;
- Préparation des athlètes ciblés pour les grandes échéances ;
- Participation efficace aux Jeux à caractère olympique, africains et/ou mondiaux ;
- Encourager le sport à la base par l'éducation physique et culturelle ;
- Sport à la base pour l'éclosion des talents (FESCOL)

5-) RÉHABILITATION DU CENTRE OLYMPAFRICA POUR UNE MEILLEURE VISIBILITÉ

- Aménagement de la façade pour un attrait du centre ;
- Créer des activités, sources de revenus (vitrine de l'Olym-pisme togolais)

6-) POLITIQUE DE PROMOTION DES NATIONAUX DANS ES INSTANCES DE DÉCISIONS À L'INTERNATIONAL

- Promouvoir des Togolais dans des organes olympiques ;
- Suivi et gestion des activités à caractères olympiques ;

7-) RECHERCHE DE FINANCEMENT POUR LA RÉALISATION DE QUELQUES PROJETS À SAVOIR

- Réhabilitation du siège du CNO-Togo
- Réhabilitation du Musée Godfried EKUE en état de délabrement ;
- Construction d'un Hall de Sport dans la Commune de Lomé ;
- Construction d'un grand hall de sports au standard international : placée ciblée Kégué
- Stages pour les entraîneurs et arbitres ;
- Dotation d'équipements et de matériels aux FN's

Chères sportives et chers sportifs, notre institution commune devra être forte pour mieux nous protéger. Je compte sur vous pour la promotion du mouvement olympique au Togo.

André Goungou, Président de la FNB-Togo : «Monsieur Wona German est une personne posée, calme, effacée mais un homme d'action»

Le samedi 19 décembre 2020, le comité national olympique du Togo (CNO-Togo) sera en assemblée générale électorale. A quelques jours de ce rendez-vous électoral, tous les acteurs impliqués s'activent pour les derniers réglages. Le Président de la Fédération Nationale de Basketball Togo (FNB-TOGO), André Goungou, parrain du candidat Germain Kokouvi WONA, parle de son candidat. Selon lui, Monsieur WONA German est une personne posée, calme, effacée mais un homme d'action.

Pour cette élection, Wona German est porteur d'un ambitieux projet décliné en sept points à savoir : la bonne gouvernance de l'institution ; l'étroite collaboration et l'accompagnement des fédérations nationales ; la répartition et la gestion équitable des programmes, les bourses et autres ressources de la solidarité olympique ; l'organisation périodique des jeux du Togo ; la réhabilitation, la visibilité et la rentabilité du centre olympafrika ; la politique d'insertion des nationaux dans les instances décisionnelles du mouvement olympique et la recherche de financement pour la réalisation de quelques projets portés par le Président du groupe Média Pyramide. Ce dernier est le candidat à la présidence du CNO-Togo.

Connu par le monde sportif togolais et d'ailleurs pour avoir dirigé le grand club Agaza Omnisport de Lomé, promoteur de plusieurs événements sportifs dans plusieurs disciplines, grand homme d'affaires, PDG de plusieurs sociétés dont le Groupe Médias Pyramide, Chevalier national de l'ordre du Mono, Wona German est le véritable grand favori au poste de Président du Comité National Olympique du Togo (CNO-Togo), du haut de ses vingt années d'expérience, au sein de l'institution. « Monsieur Wona German est une personne posée, c'est une personne calme, effacée mais un homme d'action », renseigne André Goungou, Président de la Fédération Nationale de Basketball, candidat au poste de 2ème vice-président à cette élec-



tion et membre de l'équipe de campagne de Wona German. Le Président Wona German est présenté comme le troisième larron vêtit d'une grande neutralité pouvant apporter la lumière au CNO-Togo, longtemps secoué par une grave crise exacerbée depuis le mois de juin 2020 par l'intrusion d'un faux texte dans les statuts de l'institution.

En ce qui concerne les chances de réussite de Wona German au sortir de cette élection, le Président André Goungou précise que « la chance de notre candidat passe par le projet.

Quand vous lisez ce projet, vous sentez quelqu'un qui veut venir pour redonner la chance aux athlètes togolais, à ces étoiles qui s'éteignent parfois avant même de s'éclorer. Notre candidat veut leur donner la chance de s'exprimer d'abord chez nous et d'aller s'exprimer ailleurs. On voudrait exploiter toutes les opportunités, de maximiser toutes les chances, quelle que soit la discipline sur les 24 que nous avons aujourd'hui. Nous voulons que les athlètes togolais puissent commencer par ramener le plus grand nombre de médailles et des trophées » a-t-il exprimé.

Pour atteindre ses objectifs, le candidat Wona German s'est entouré des grands dirigeants du sport togolais. On peut citer entre autre, Romain Tagba, le Président de Fédération togolaise de tennis; Franck Klutsè le Président de la Fédération togolaise de taekwondo ; le ministre Walla Bernard, Président de la Fédération togolaise de lutte ; Emmanuel Ramanou, Président des sports de Glisse, pour ne citer que

ceux-là.

« Tous ceux qui entourent le candidat, nous avons des carnets d'adresses, nous avons l'expérience, nous avons le savoir-faire et nous avons tout ce qu'il faut pour apporter au Togo le meilleur et le mieux-être du mouvement olympique », poursuit André Goungou et d'ajouter que tout se passe dans le calme au niveau de l'état-major du candidat. « Nous sommes partis avec un programme et aujourd'hui ce que nous faisons, respecte un timing sportif et le 19 décembre, vous comprendrez que notre timing n'a eu aucun jour de retards », ajoute André Goungou.

Faut-il le rappeler, le comité national olympique du Togo organise son assemblée générale électorale le samedi 19 décembre 2020, à Lomé. Deux candidats sont en lice pour le poste de président. Il s'agit donc de Wona German et de Deladem Akpaki. Ils seront départagés ce 19 décembre par les délégués venus de 24 fédérations sportives.

A.Z.



TOGOCOM s'engage dans l'amélioration du service TMoney

Lomé (Togo), Vendredi 11 Décembre 2020 – TOGOCOM rassure et promet de rendre meilleur le service TMoney.

Le service TMoney de TOGOCOM est devenu aujourd'hui indispensable dans la vie de millions de Togolais et son succès résulte notamment de sa disponibilité, de la sécurité des transactions et de la disponibilité d'applications innovantes proposées à toutes les couches sociales de la population. Depuis son lancement, TMoney a ainsi contribué fortement au développement numérique du Togo. Durant l'année 2020, le service TMoney a servi des millions de Togolais au quotidien et le succès du service a dépassé toutes les attentes. Cet engouement exceptionnel, inattendu et inédit a engendré malheureusement des difficultés techniques et des instabilités sur la plate-forme.

TOGOCOM a été, dès le début, consciente des difficultés rencontrées dans l'utilisation du service TMoney et a mobilisé toutes ses équipes techniques 24h/24 pour rétablir la stabilité, la sécurité et la célérité qui ont, jusqu'à présent, contribué au succès de ce service.

TOGOCOM s'engage auprès de ses clients à résoudre toutes leurs difficultés le 17 décembre 2020 au plus tard.

TOGOCOM tient à présenter ses sincères excuses à son aimable clientèle suite aux désagréments occasionnés, remercie ses clients pour leur patience, leur confiance et leur fidélité sans cesse renouvelée.

 <p>À propos de Togocom</p>	<p>Précurseur de la technologie 5G au Togo et dans la sous-région, Togocom est le leader du marché Togolais des télécommunications au service de l'ensemble des Togolais où qu'ils se trouvent sur le territoire national. Le Groupe est le fruit du regroupement en 2017, des activités de Togo Telecom, l'opérateur historique national de la téléphonie fixe au Togo, et TogoCellulaire (Togocel), l'opérateur de téléphonie mobile. Togocom pour ambition de devenir le champion de la qualité de service aux meilleurs standards internationaux notamment sur la couverture du réseau, la performance des débits Internet, l'efficacité du service client, la proximité du réseau de distribution et la disponibilité des produits et des services.</p>
 <p>À propos de AXIAN</p>	<p>Né à Madagascar il y a 150 ans, Axian est un groupe diversifié présent dans 5 secteurs d'activité à fort potentiel de croissance : immobilier, télécoms, services financiers, énergie et innovation. Avec plus de 4900 salariés dans l'océan Indien et en Afrique, nous sommes partenaire de la transformation économique des pays émergents. Nous nous assurons systématiquement de l'impact durable et positif de nos activités sur le quotidien du plus grand nombre. Parce qu'être connecté devient désormais un droit fondamental, Axian accompagne les entreprises du secteur Télécoms pour offrir le meilleur des innovations numériques et permettre au plus grand nombre d'être connecté à leurs proches et au monde. En savoir plus sur Axian : www.axian-group.com</p>

Contact : Lionel TSOTO, Directeur de la Communication • Cel : **+228 93 77 36 10** • E-mail : lionel.tsoto@togocom.tg

Place de la Réconciliation • Quartier Atchanté • BP 333 Lomé - Togo
togocel.tg togocom.tg togotelecom.tg